

18 M€ investis dans le bouclier sécurité

Valérie Pécresse (LR) a dressé hier un bilan de cette mesure, votée en janvier, dès son arrivée à la présidence de la région.

ILE-DE-FRANCE

PAR BERTRAND SCHNEIDER

LA SÉCURITÉ, c'est la première des libertés. C'est Valérie Pécresse (LR) qui l'affirme. Elle a dressé hier le bilan du déploiement de son bouclier sécurité, voté en janvier dans la foulée de son élection à la tête du conseil régional. « Nous avons triplé en 2016 le budget d'investissement en matière de sécurité. » Il atteint plus de 18 M€. Une goutte d'eau comparée au 1,7 Md€ de la totalité du budget investissement de l'Île-de-France ? La sécurité ne fait pas partie des compétences directes des régions, contrairement aux transports et aux lycées, par exemple. « Nous avons fait le choix d'agir, et nous assumons nos responsabilités », insistent Valérie Pécresse et Frédéric Péchenard (LR), son vice-président chargé de la sécurité. Alors, ce fameux bouclier, de quel acier est-il constitué ?

■ PRIORITÉ AUX LYCÉES

Dix millions d'euros sont prévus. Le mot d'ordre : faire face aux besoins urgents. Le lycée Hélène-Boucher de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis), où une proviseure a été agressée et des violences ont éclaté le 17 octobre, a ainsi reçu une subvention en urgence de 60 000 €



Une patrouille à l'entrée du RER à la Défense (Hauts-de-Seine)

LP/YANN FOREIX

pour la clôture du parvis et de 45 000 € pour la vidéosurveillance. Un tiers des établissements publics a bénéficié d'une aide depuis le début de l'année. Ce concours financier sera étendu aux lycées privés.

■ DES AIDES AUX FORCES DE L'ORDRE

Les maires qui veulent renforcer leur police municipale peuvent solliciter une subvention pour l'achat de véhicules, gilets pare-balles, caméras embarquées... Ça a été le cas à Viry-Châtillon (Essonne), où deux policiers ont été gravement brûlés le 8 octobre. Par ailleurs, 5,2 M€ ont été accordés en 2016 à 14 commissariats et casernes de gendarmerie pour améliorer les conditions de travail. L'an prochain, ces travaux de rénovation pourront être financés jusqu'à 50 % (20 % actuellement).

■ DES VOYAGEURS MIEUX PROTÉGÉS

Les bus de la RATP sont déjà tous placés sous vidéoprotection. Ceux du réseau Optile le seront fin 2018, tout comme les 700 trains achetés ou rénovés d'ici à 2021. La région plaide aussi pour le regroupement de tous les acteurs (police, RATP, SNCF...) au sein d'un unique poste de commandement, gare de Lyon.

Les aides au développement de la vidéosurveillance (41 subventions accordées en 2016 aux communes ou agglomérations) et la sécurisation des îles de loisirs (1,3 M€ de travaux) complètent le bouclier sécurité.

Lors du vote en janvier, l'opposition avait qualifié cette mesure de « poudre aux yeux », « grosses ficelles démagogiques » ou encore d'« étalage improvisé, reflet d'une obsession sécuritaire ».